

ENSEMBLE LA LETTRE D'INFORMATION

Bimensuelle / mi mars 2012 - N° 24



EDITO

PAR GILLES RAVACHE,

Le 18 mars 1962, il y a 50 ans, étaient signés les accords d'Evian. Ils mettaient fin à 8 ans de guerre. Une guerre qui a semé le drame des deux bords de la Méditerranée.

Le peuple algérien, les français d'Algérie, la jeunesse française et le peuple français sortaient meurtri d'une guerre qui ne disait pas son nom. Le peuple algérien a été le plus durement touché avec des centaines de milliers de morts auxquels s'ajoutent 160 000 combattants de l'armée de libération nationale. Les Français d'Algérie, les « pieds noirs » ont été plusieurs milliers victimes des attentats et ont quitté la terre algérienne. 25 000 jeunes soldats du contingent y ont perdu la vie et des milliers sont revenus marqués dans leur chaire et dans leur tête. Le peuple français a connu l'une des pages les plus sombres de son histoire.

Les autorités françaises de l'époque, les dirigeants politiques au pouvoir, essentiellement SFIO (ex PS), centristes et la droite, aveuglés par l'idéologie colonialiste ont refusé d'entendre l'aspiration à l'indépendance, l'immense espérance de liberté et d'égalité qu'avait décuplé la libération du joug nazi. Ils ont fait preuve d'une obstination folle. Ils n'ont pas hésité à réprimer violemment, à autoriser la torture, à mettre en cause les libertés fondamentales.

Il faut rappeler la manifestation des algériens de France le 17 octobre 1961 victimes d'une répression policière sanglante conduite par le préfet de police Papon, qui fit des centaines, voire des milliers de victimes. Jetées à la Seine on n'a jamais pu dénombrer les victimes. Il faut rappeler la manifestation parisienne du 8 février 1962. Initiée par le PCF et la CGT elle associait également le PSU, les organisations syndicales CFTC, UNEF, SGEN, FEN, SNI et le Mouvement de la Paix. Elle se termina dans le sang au métro Charonne, 9 morts sous les coups de la police, tous membres de la CGT, tous membres du PCF sauf un, trois travaillaient au journal l'Humanité. Le journal l'Humanité fut continuellement censuré, 150 fois poursuivi en justice et à 27 reprises le quotidien fut saisi.

Pour lire la suite, cliquez ici

DRAME DE TOULOUSE

Le groupe exprime son émotion et apporte tout son soutien aux familles touchées par cet horrible drame.

Il est temps que les valeurs de fraternité, de tolérance et du vivre ensemble retrouvent sens dans notre société.



Sommaire :

-Edito	p.1
-Formation.....	p.2
-Logement.....	p.3
-Services publics	p.4
-Montagne/Emploi.....	p.5
-Actu Culture.....	p.6

Contact :

Groupe Front de Gauche,
Ensemble, Communistes, Parti de
Gauche, Gauche Unitaire et
Partenaires

Région Rhône-Alpes

1 esplanade François Mitterrand -
CS 20033 - 69269 LYON CEDEX 02

Tel : 04 26 73 40 95

Fax : 04 26 73 14 67

Site Internet:

www.frontdegauche-rhonealpes.fr

E-mail : contact@frontdegauche-rhonealpes.fr

RETROUVEZ TOUTE
NOTRE ACTUALITE
SUR INTERNET

www.frontdegauche-rhonealpes.fr
&
[Page Facebook](#)
[Twitter](#)



LETTRE OUVERTE AU PRÉSIDENT DE RÉGION, JEAN-JACK QUEYRANNE UN SERVICE PUBLIC DE L'ORIENTATION DOIT S'ORGANISER AUTOUR DES SERVICES PUBLICS

"Les élus du groupe Front de Gauche souhaitent, à travers ce courrier, attirer votre attention sur la mise en oeuvre du SPO (Service Public d'Orientation) en Rhône-Alpes et la procédure de labellisation par convention imposée par le gouvernement.

Nous sommes, en effet, extrêmement critiques quant à cette procédure en cours qui vise à mettre en concurrence les structures d'accueil et les territoires, là où le renforcement des services publics de proximité (CIO, Missions locales et Pôle Emploi) devrait être la règle.

Nous nous interrogeons sur la pertinence de vouloir labelliser des services publics existants sinon pour affirmer une volonté de favoriser l'émergence d'opérateurs privés...

*Nous défendons, en effet, l'idée qu'un Service Public de l'Orientation doit s'organiser prioritairement autour des trois services publics existants que sont les Centres d'Information et d'Orientation pour le public scolaire, les Missions Locales pour les jeunes non scolarisés de 16 à 25 ans et les Pôles Emploi pour les demandeurs d'emplois. Ensemble, ces services publics de qualité couvrent déjà l'essentiel de notre territoire. **La Région doit réaffirmer leur prépondérance dans le cadre du SPO et du processus de labellisation, et s'opposer à la fermeture des CIO existants. [...]***

[Pour lire la suite, cliquez ici](#)

Lycées

QUAND LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DE RHÔNE ALPES VOTENT CONTRE LES DOTATIONS GLOBALES HORAIRES

PAR ELISA MARTIN,



Nous, conseillers régionaux qui siégeons dans les lycées voyons fleurir dans quasi tous les établissements de Rhône Alpes des motions de condamnation du sort qui est fait à l'école par le gouvernement.

Cette rentrée encore sera marquée par une saignée terrible en postes et en moyens.

L'école de la République est le lieu d'apprentissage des savoirs qui permet à tous les enfants et jeunes quelque soit leur milieu social de s'émanciper et d'espérer de la mobilité sociale.

Oui mais voilà, pour cela il faut cesser d'asphyxier

notre école. La révolte gronde et s'exprime à l'occasion de l'examen des Dotations Globales Horaires. En effet chaque établissement se voit proposer un nombre d'heures d'enseignements qu'il se doit de répartir. Mais cette affaire devient la quadrature du cercle quand le nombre d'heures est insuffisant. Or c'est le cas partout.

Quelles en sont les conséquences ?

Les classes sont surchargées.

Les dédoublement quasi impossible. Qui peut imaginer faire des cours de langue à 30 élèves en même temps et parfois bien plus.

L'accompagnement individualisé des élèves quasi impossible.

La suppression de formations en particulier dans les lycées professionnels. Étonnant quand la droite veut nous faire croire qu'elle veut réindustrialiser le pays.

A cela s'ajoute, par les suppressions de postes et le dogme libéral du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, le non remplacement des enseignants.

[Pour lire la suite, cliquez ici](#)



FIN DE LA TRÊVE HIVERNALE: IL FAUT QUE LE RACKET SUR LES LOYERS CESSE PAR DANIELLE LEBAIL,

Tous les ans, comme un sinistre anniversaire, à partir du 15 mars 2012, des milliers de familles en difficulté vont voir revenir le spectre de l'expulsion de leur logement. Les préfets peuvent mettre la force publique à disposition des huissiers. Des hommes, des femmes et des enfants, dont le seul tort est d'être pauvre, peuvent être jetés à la rue sans solution de relogement.

En 2006, Nicolas Sarkozy avait déclaré que plus personne ne dormirait dans la rue, en 2008. On sait ce qu'il est advenu de cette promesse, comme des autres. Il n'y a jamais eu autant de familles sans logement ou mal-logées.

Le gouvernement soutient la rente locative, les profits tirés de la spéculation immobilière et foncière au détriment du droit au logement.

Le droit au logement opposable (DALO) est une fiction. Des milliers de décisions de relogement ne sont pas suivies d'effet. L'Etat vient d'être condamné par le Conseil d'Etat pour sa non mise en œuvre du droit à l'hébergement d'urgence.

Les locataires et les accédant-e-s modestes sont accablé-e-s par la flambée des loyers, des charges, de l'énergie, de l'immobilier et du foncier, qui n'ont jamais été aussi chers dans notre pays. C'est un véritable racket : de plus en plus de jeunes, de salarié-e-s, de précaires, de mères isolées... doivent y consacrer plus de la moitié de leur salaire.

Les communistes, avec leurs élus dans le Front de Gauche, sont aux côtés des associations qui luttent pour le droit au logement. Cette année encore, Michèle Picard, Maire de Vénissieux, Mireille Elmalan, Maire de Pierre-Bénite, Martial Passi, Maire de Givors, Bernard Genin, Maire de Vaulx-en-Velin, et René Balme, Maire de Grigny, signeront ensemble le jeudi 15 mars, à 17h 00 devant les grilles de la Préfecture du Rhône, un nouvel arrêté proscrivant les expulsions locatives pour raisons économiques.

La solidarité avec nos concitoyens les plus en difficulté ne se paie pas de mots. Il faut répondre à l'urgence par des actes politiques forts. En se basant sur le rapport de la fondation Abbé Pierre, le Front de Gauche propose la réquisition des millions de logements vides, la baisse des loyers et la construction de 200 000 logements sociaux par an.

International

SOLIDARITÉ SYRIE

Cela fait un an qu'a débutée l'insurrection du peuple Syrien contre le régime de Bachar Al Assad. De part et d'autres les soutiens se multiplient, notamment les appels unitaires du 15 et du 17 mars pour des initiatives de solidarité avec le peuple syrien.

Le groupe Front de gauche à la Région Rhône-Alpes réaffirme sa solidarité au peuple victime des violences, son soutien actif aux démocrates et aux progressistes de Syrie qui participent au soulèvement contre un régime dictatorial dont la criminelle et injustifiable répression a provoqué la mort d'environ 8000 personnes.

Nous souhaitons que la Région prenne une position officielle de soutien et de solidarité au peuple Syrien ainsi qu'aux ONG mobilisées pour l'aide aux populations.





LE VOTE UNANIME DES ÉLUS DE LA CDPPT 38 CONTRE LE RÉSEAU 2011

par François AUGUSTE,

Les 7 élus présents à la réunion de la commission départementale de présence postale territoriale de l'Isère, réunie le 2 mars à Grenoble, ont voté à l'unanimité contre le rapport 2011 d'accessibilité au réseau postal, sur ma proposition. 7 élus de toutes sensibilités y compris un élu de droite, 7 élus représentant tous les niveaux de collectivités : Région, Conseil Général, association des maires. **C'est dire l'ampleur du rejet de la politique actuelle de détricotage du service public de la Poste.** La raison principale du refus a été de marquer le coup, de cette façon, assez inédite, contre une évolution qui dure depuis plusieurs années et qui s'est singulièrement accélérée depuis la privatisation rampante de la Poste. Cette évolution c'est la fermeture des bureaux de

poste et leur remplacement (leur transformation nous dit-on de dire ...) par des APC (agences postales communales) ou des RPC (relais de poste commerçants). La Poste dit : on conserve le nombre de points de contacts, ce qui est exact mais à l'intérieur, il y aura bientôt plus d'APC et de RPC que de bureaux. Pour 2011, on arrive quasiment à égalité. L'an prochain la tendance sera inversée. Et voilà, objectif atteint : moins de service public, toujours plus de rendement et de stress pour les personnels, plus d'économies et de rentabilité financière pour la Poste. Ce n'est pourtant pas la bonne recette pour obtenir un service de qualité. Il y a d'ailleurs en Isère une véritable résistance des élus locaux et des maires qui s'est **organisée contre ces fermetures** alors qu'ils y jouent un rôle décisif puisque la Poste ne peut passer outre, en théorie un refus du maire et du conseil municipal. Mais la Poste déploie beaucoup de moyens pour "convaincre" les maires d'accepter les réductions d'horaires qui sont toujours la première marche vers les fermetures de bureaux.

[Pour lire la suite, cliquez ici](#)

ONF, DANS CERTAINS TERRITOIRES, 40% DES EFFECTIFS ONT FONDU EN 10 ANS

PAR FRANÇOIS JACQUART



J'ai rencontré les représentants des personnels de l'ONF (Office National des Forêts) Drôme Ardèche au sujet de l'application du nouveau contrat de plan Etat-ONF 2012-2016, la situation est alarmante... L'ONF est un service public menacé dans son existence alors même que sa fonction est de plus en plus fondamentale. Sa destruction progressive se poursuit depuis plusieurs années : entre le PPO (Plan pour l'Office) en 2002, la RGPP en 2007, le nouveau contrat de plan pour 2012-2016, les suppressions de postes s'enchaînent. « Dans certains territoires, 40% des effectifs ont fondu en 10 ans », nous alertent l'intersyndicale des personnels ONF. Conséquence directe, le malaise social prend une ampleur peu révélée alors qu'il est

considérable : 25 suicides en 7 ans dont 6 durant l'été dernier, soit un taux bien supérieur à France Télécom !

Un vrai problème de moyens se pose puisque la gestion des forêts publiques est principalement basée sur les recettes de bois, dont les cours sont en baisse constante depuis 40 ans. D'autres sources de financement doivent être trouvées. Là-dessus l'intersyndicale fait un certain nombre de propositions mais interpelle aussi plus particulièrement les élus sur la nécessité de redéfinir une stratégie nationale pour la forêt et organiser des assises nationales sur la forêt.

L'ONF, comme l'ensemble de nos services publics, est vidée de sa substance et donc plus en mesure de répondre correctement à sa mission de service public. Cela au moment même où les nouveaux enjeux de la société élargissent pourtant son champ d'intervention (grenelle de l'environnement, réchauffement climatique). Il est temps que les élus prennent cette question à bras-le-corps, notamment en Rhône-Alpes.

[Pour lire la suite, cliquez ici](#)

Tourisme & Montagne



« L'APPEL POUR NOS MONTAGNES »

PAR FRANÇOIS JACQUART

« L'appel pour nos montagnes », lancé le 10 décembre 2011 à Grenoble, par 130 personnalités, militants, sportifs, universitaires, professionnels et habitants et usagers de la montagne, est un appel à notre conscience citoyenne collective.

Il s'agit d'une démarche ouverte, originale et prospective, afin d'imaginer et faire éclore la Montagne de demain.

Plus que jamais, la question de l'intérêt général et de la préservation d'un environnement exceptionnel se pose, face aux dérives d'un modèle économique qui a atteint ses limites.

Les territoires de montagne, pour ceux qui y vivent, qui en vivent et ceux qui y sont accueillis, sont des lieux riches de leur grande diversité, de leur beauté et de leur sérénité.

Les multiples menaces qui pèsent sur le développement et la préservation des espaces montagnards remettent en question l'exploitation économique déprédatrice qui détruit un environnement fragile et précarise ses habitants.

« L'appel pour nos montagnes » est donc l'affaire de tous, pour tous et dans l'intérêt de tous.

[Pour signer l'appel, cliquez ici](#)

Emploi

RIO TINTO, L'EMPLOI INDUSTRIEL ENCORE MENACÉ

PAR ANTOINE FATIGA,

L'avenir de l'usine Rio Tinto Alcan de St Jean de Maurienne est très fortement menacé. Cette usine produit de l'aluminium et emploie avec le laboratoire de recherche autour de 600 personnes. Elle est essentielle à la vallée de la Maurienne.

De ce point de vue, toutes les actions menées en faveur du maintien de l'emploi sont positives, et l'union de tous est nécessaire, syndicats, salariés, population, élus.

Mais ces actions se heurtent à l'intérêt des deux entreprises protagonistes, EDF placée depuis 2004 dans une logique d'entreprise privée avec de plus, la loi NOME..., et RIO-TINTO propriétaire de l'ancienne



entreprise PECHINEY privatisée en 1995, dont les exigences des actionnaires ne vont que très rarement dans le sens des logiques industrielles.

Alors il faut développer une mobilisation continue qui contraigne Rio Tinto Alcan au recul, qui lui impose le maintien du site de St Jean avec tous ses emplois.

Cela est d'autant plus important que le contrat énergétique que propose EDF est le meilleur actuellement négocié. C'est la direction qui le dit... Direction qui estime qu'il est temps de vendre maintenant que le contrat énergétique est presque calé.

Bref, en tant qu' élu régional, pilote du CTEF de Maurienne, il était normal d'aller à l'écoute des salariés et d'entendre les solutions préconisées. C'est en ce sens que j'ai organisé une réunion avec les syndicats de salariés, les services de la région.

[Pour lire la suite, cliquez ici](#)

A venir

Commission permanente

Jeudi 29 mars

Assemblée plénière

Jeudi 29 et vendredi 30 mars

Ordre du jour prévisionnel

SRCAE(Climat, énergie)

Rhône-Alpes Numérique

Transports régionaux sur route

Nouveaux emplois

Evolution des CDDRA

"NOS COLÈRES FLEURIRONT"

NOUVEAU LIVRE DE CORINNE MOREL-DARLEUX

Aujourd'hui je veux m'adresser à toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus de la politique, témoigner que d'autres pratiques sont possibles, qu'on n'est pas obligé, quand on est élu, de devenir un technocrate ennuyeux, la bouche pleine de langue de bois et de discours tout faits.

Que pour être responsable politique, on n'en est pas moins un individu avec une vie, des goûts et des désirs. Qu'aujourd'hui la politique à l'ancienne n'a plus lieu d'être. Et que l'engagement militant doit redevenir l'affaire de tou-te-s. Je ne voulais pas d'un livre sérieux, comme il faut, exhaustif, avec les mots clés qui vont bien et les piliers sagement rangés d'un programme. Il y en a plein les librairies.

Mi manifeste, mi pamphlet, sur fond de bio un peu romancée, ce petit livre a pour but de montrer qu'on peut réenchanter la politique, qu'il existe un plan B. Et qu'il ne tient qu'à nous que ça devienne le plan Alpha.

[Pour lire la suite, cliquez ici](#)



SORTIE DU FILM "MÉMOIRES D'OUVRIERS" DANS LES SALLES DEPUIS LE 29 FÉVRIER 2012 UN FILM DE GILLES PERRET

QU'EN ONT-ILS PENSÉ?

"Je tiens à saluer ce formidable travail et donc ce très beau film.

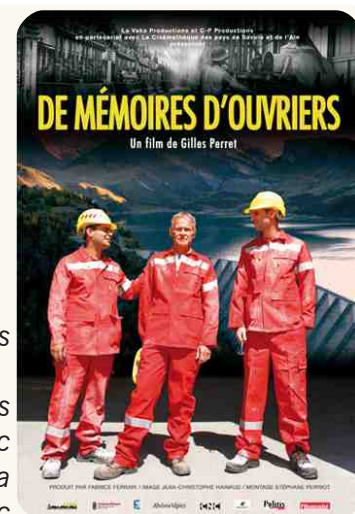
Je remercie Gilles PERRET, le réalisateur, mais aussi les cinémathèques des pays de Savoie et de l'Ain, ainsi que Vanha Production.

C'est un film engagé qui nous interpelle sur notre histoire ouvrière, qui nous montre ses pages sombres, avec la tuerie des ouvriers par les patrons, avec les délocalisations et la financiarisation ; mais aussi ses belles pages avec la construction du barrage, la retraite à 60 ans et la Sécurité Sociale, avec Ambroise Croizat.

C'est un film généreux et bouleversant" [...]

"Un film qui tout en parlant d'histoire est d'une actualité brûlante. Il remet en avant les luttes collectives, les solidarités et les avancées obtenues. Il remet l'humain au centre. A travers la mise en lumière de militants, il vient nous rappeler que rien ne s'obtient sans lutter. Un film indispensable à voir en ces temps de déliquescence sociale."

"Très beau film qui présente la Savoie industrielle du début de siècle à aujourd'hui, en revenant notamment sur les ouvriers paysans et la construction des barrages hydrauliques... [...]. Le tout ponctué d'archives saisissantes de l'office des migrations et d'interventions précieuses de l'historien Michel Etievant [...] Où défilent des visages et témoignages d'ouvriers, pleins de dignité et d'idéaux de camaraderie à rebours de l'idéologie dominante..."



Danielle LEBAIL

Antoine FATIGA

Corinne MOREL-DARLEUX

[L'intégralité des textes en cliquant ici](#)